

# L'ORGANISATEUR DU TRAVAIL

## JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ UNIVERSELLE

ASSOCIATION COMMERCIALE, INDUSTRIELLE, PHILANTROPIQUE ET AGRICOLE.

Respect à la propriété.

Liberté et sécurité pour chacun.

Fondation de colonies agricoles, commerciales et industrielles d'adultes des deux sexes.

ÉCRIRE FRANCO

POUR TOUT CE QUI CONCERNE L'ADMINISTRATION.

Tout par le travail, l'intelligence, l'ordre, la justice et la raison.

Prix de ce numéro : 15 centimes.

BUREAUX :

RUE DE CONSTANTINE, 17.

### A LA PRESSE DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS.

La Société Universelle n'ayant pas d'organe dans la presse, ses fondateurs adressent à l'avance leurs remerciements aux journaux qui voudront bien rendre compte de sa Constitution, laissant à chacun d'eux le soin de l'apprécier suivant ses convictions.

« Quant ciseau et navette marcheront seuls, on n'aura plus besoin d'esclaves. » (ARISTOTE).

Le numéro 1<sup>er</sup> de *L'Organisateur du travail*, publié le 9 avril 1848, commençait par cette question, que nous posions à la vérité comme une difficulté, pour ne pas dire davantage. COMMENT ORGANISERA-T-ON LE TRAVAIL; malheureusement la question est encore la même et cependant depuis cette époque il s'est produit bien des projets, écrit bien des livres, prononcé beaucoup de discours, fait malheureusement trop de tentatives, et combien d'hommes se sont usés? Combien de victimes ont péri? Combien de millions ont été absorbés? Combien de déceptions avons-nous éprouvées? Et pour quels résultats!!!

....Le crédit mort, l'industrie agonisante, le travail à l'état de tradition, l'aisance inconnue et partout la misère toujours croissante et qui menace de tout envahir si l'on ne trouve un prompt remède.

A quoi, ou plutôt à qui attribuer ces funestes résultats!.... Sans doute bien des fautes ont été commises et l'histoire demandera des comptes sévères à plus d'une illustration... Mais il est une cause cachée, une cause occulte, une cause dont l'immense majorité, sans doute, ne pouvait se rendre compte; une cause, enfin, qui existe encore aujourd'hui et qu'un très-petit nombre ose avouer, même en ce moment: L'IGNORANCE DES IDÉES SOCIALES.

Et avouons-le, il n'est pas une école purement politique appartenant à n'importe quel parti qui ne soit prête à copier, à quelques variantes près, l'immense collection de bévues commises par tous ceux qui nous gardaient depuis des années leur panacée universelle, et qui se sont succédés au pouvoir.

Hélas! bien du sang sera versé, bien des larmes couleront encore avant que la minorité des Français ait pu comprendre qu'en fait de socialisme l'État n'est rien, ne peut rien et que quelque chose comptera sur l'État, n'importe en quelles mains il se trouve, n'aura que des déceptions à éprouver.

En posant, il y a un an, la question: *Comment organisera-t-on le travail*, ce qui, pour nous, veut dire: COMMENT RÉORGANISERA-T-ON LA SOCIÉTÉ, nous ne pensions pas poser un problème insoluble, nous nous serions gardés de soulever une aussi grave difficulté si nous n'avions eu toute préparée la réponse à cette question. Nous disions alors:

Pour organiser le travail, il faut y faire entrer un nouvel élément, le travail agricole, sans lequel il n'y a pas de solution au problème; les subsistances jouent un rôle plus grand qu'on ne le croit dans l'organisme social; il faut que le travail et les produits agricoles soient combinés avec le travail et les produits industriels pour obtenir l'harmonie. Le problème à résoudre n'est pas l'association pure et simple, c'est la solidarité entre le travail industriel et le travail agricole qui produit les subsistances. Chaque

jour on augmente les machines et on les perfectionne; chaque jour augmente le nombre des bras inutiles; chaque jour la population va augmentant; chaque jour les subsistances sont de plus en plus insuffisantes, et, cependant, il y a un cinquième du sol non cultivé. Ainsi, l'organisation du travail, ou plutôt toute l'organisation sociale, est le quatrième terme d'une proportion dont voici les trois autres :

- 1<sup>er</sup> terme, 3 millions de bras oisifs;
- 2<sup>e</sup> — 9 millions 142 mille hectares de terrain sans culture;
- 3<sup>e</sup> — insuffisance des subsistances;
- 4<sup>e</sup> — ou inconnu X, bonne organisation sociale.

Toute espèce d'organisation se trouve dans ces quatre termes. C'est en vain qu'on prétend tirer de l'eau du rocher, et faire couler le pacte de par l'association; c'est encore vainement qu'on voudrait associer les travailleurs et les chefs d'industrie: cette association est impossible; l'association entre les maîtres et les travailleurs n'est possible que lorsque les maîtres en prennent l'initiative, comme déjà quelques-uns l'ont fait; mais, dans ce cas, la société qui en résulte est loin d'être démocratique dans sa constitution, et aujourd'hui tout doit procéder de la démocratie.

Enfin, nos conclusions étaient de fonder des colonies agricoles solidaires et associées avec les corporations industrielles des villes; nous affirmions ce que nous affirmions encore « qu'il n'y a pas d'autre organisation du travail possible, que c'est le seul moyen de mettre tout le sol de la France en culture et d'élever la production des subsistances, au point que la France puisse nourrir dans l'abondance cinquante millions d'habitants au lieu de trente-quatre millions de jeûneurs qu'elle possède aujourd'hui. Enfin, telle est notre conviction, les colonies agricoles et industrielles sont la seule planche de salut qui nous soit offerte; en dehors de cette mesure, la liberté n'est qu'un mot, et la fraternité une abstraction.

Mais notre utopie, comme on l'appelle, nécessitait l'ouverture d'un crédit de 2 millions de francs; c'était là une mesure gouvernementale s'il en fut; mais, les Sully ni les Colbert n'étaient pas nos ministres; au contraire, nous n'avons jamais compté sur eux, force nous fut donc de nous replier sur nous-mêmes, non pas d'abandonner une idée que nous avons la faiblesse de trouver excellente, mais de former nous-mêmes, simples travailleurs, les capitaux que nous pourrions bien de mander toute notre vie à tous les gouvernements présents et futurs. Nous en revînmes alors à notre premier projet qui date de six années : La fondation de la Société universelle dont on va lire les statuts, et qui, par parenthèse, a été refusée par des chefs d'école dont nous taisons les noms, et même nous ajoutons qu'elle n'a reçu qu'un médiocre accueil par un grand nombre de bons penseurs de notre époque, et même jusqu'à la commission du Luxembourg, à qui nous l'avons offerte en mars 1848, qui n'a pas daigné nous faire de réponse. Nous ignorons l'accueil qui lui est réservé aujourd'hui; mais, jusqu'à présent, elle n'a pas été heureuse parmi les savants. Il est vrai qu'elle est fort goûtée dans le peuple, et c'est un dommage.

Avant d'arriver à l'acte fondamental, examinons rapidement, 1<sup>o</sup> la question sociale telle qu'elle se trouve posée à cette époque; 2<sup>o</sup> son importance à notre point de vue; de l'examen de ces deux questions sortira, nous l'espérons, la raison d'être de la Société universelle.

Nous avons été de tout temps les adversaires DE LA FORMULE organisation du travail. Voici pourquoi : l'organisation du travail ne peut pas exister avec le salaire et le salaire ne disparaîtra qu'avec la propriété (plus tard, ces deux propositions seront démontrées). En faisant organiser le travail par l'État, on prend des hommes d'État pour en faire des socialistes, et c'est le contraire qui doit avoir lieu; car les hommes d'État d'hier et d'aujourd'hui, devenus tout à coup socialistes du lendemain, ne feront jamais beaucoup mieux que des ateliers nationaux, et nous pensons que la première épreuve est concluante.

La question sociale ayant été posée par la formule : organisation du travail, a été mal posée, selon nous, et la preuve, c'est qu'elle n'est pas encore résolue, ni sur le point de l'être.

Quant à son importance, elle est énorme, car sous la formule : organisation du travail, il y a toute une réorganisation sociale; en demandant l'organisation du travail, c'était demander un œuf pour obtenir un bœuf; il eût été plus franc de demander tout en une fois, on aurait évité bien des malheurs; car cette réorganisation était inévitable. Il nous reste maintenant à examiner, 1<sup>o</sup> à quel point en est cette réorganisation à laquelle on travaille tant bien que mal depuis le 24 février;

2<sup>o</sup> Si on a pris la bonne route;

3<sup>o</sup> S'il n'y a pas de moyens d'accélérer cette transformation à notre manière, c'est-à-dire par la *paix, la justice et l'équité*; nous ne l'avons jamais comprise autrement. (Voir notre n<sup>o</sup> 1.)

D'abord, l'État n'a rien fait, et cependant nous avons eu de fameux états depuis 14 mois. Ce n'est pas nous qui en ferons un crime aux gouvernants; s'ils voulaient seulement nous laisser tranquilles : c'est tout ce qu'on peut leur demander.

Cependant on fait beaucoup, mais ce n'est pas l'État, preuve que l'État ne peut rien et ne doit être rien (en socialisme).

On distingue dans l'organisation sociale de grandes divisions dont voici les principales, en suivant la route prise par les socialistes, qui n'est pas la plus courte comme on va voir.

- 1<sup>o</sup> Le travail industriel;
- 2<sup>o</sup> Le commerce;
- 3<sup>o</sup> Le crédit;
- 4<sup>o</sup> L'offre ou production;
- 5<sup>o</sup> La demande ou consommation;
- 6<sup>o</sup> Le travail agricole.
- 7<sup>o</sup> Les caisses de secours;
- 8<sup>o</sup> L'épargne ou prévoyance;
- 9<sup>o</sup> La commune.

Toute ces branches de l'organisation sociale courent fort la chance de ne pas arriver. En association, l'isolement est mortel.

1<sup>o</sup> Le travail industriel a vu se produire quelques associations éparées, parmi lesquelles brillent et prospèrent celles qui ont pour branche principale le commerce. Sont-elles solidaires les unes des autres? Le désintéressement des pre-

miers associés ne fera-t-il pas obstacle à l'admission de ceux qui arriveront après? Ce qui débute par une association n'est-il pas susceptible de finir par un établissement individuel ou de quelques uns? Les associations riches et prospères soutiendront-elles quand même celles qui donneront des déficits? et une foule d'autres questions sur lesquelles l'avenir nous éclairera.

2<sup>o</sup> Les boutiques philanthropiques, ouvertes depuis quelque temps, qui font parade du mot association, ne sont-elles pas un peu fondées sur la base de l'intérêt individuel?

3<sup>o</sup> Pour le crédit, nous ne parlerons pas des mille et un projets de banque proposés depuis Février, il ne restait naguères que la banque d'échange qui avait déjà tellement senti les difficultés de l'isolement, qu'elle avait dû s'adjoindre les syndicats de la production et de la consommation, et pour marcher d'une manière normale elle aurait dû s'adjoindre au moins une dizaine de syndicats différents, et encore, une entreprise qui se compléterait ainsi, par fractions, ressemblerait-elle à ces monuments qui ont été construits à des périodes éloignées et par plusieurs architectes; ils se terminent quelquefois, mais ils ne sont jamais composés que de pièces et de morceaux;

4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> L'offre et la demande restent, comme par le passé, au service de tous les individus ou de toutes les associations qui en tirent le profit qu'ils peuvent; là, l'organisation ne sera possible que lorsqu'on aura organisé tout le reste;

6<sup>o</sup> Les colonies de Petit-Bourg, Mettray et Ostwald ne seront jamais de l'organisation sociale : ce seront toujours des prisons ou de la philanthropie officielle. — Parlerons-nous du fameux livre : *L'Extinction du Paupérisme*; c'est la consigne militaire imposée à tout le monde, ce n'est pas là du socialisme. — L'avenir jugera la colonisation d'Afrique, où l'on pourra faire de l'agriculture comme on en fait en France, morcelée, sans science et individuellement;

7<sup>o</sup> C'est encore dans les caisses de secours mutuels qu'on retrouve l'ombre d'une organisation, mais l'isolement et le défaut de solidarité les rend presque nulles;

8<sup>o</sup> Les assurances sur la vie et les caisses d'épargne ont été fondées par des gens qui faisaient du socialisme, sans le vouloir, ou pour en tirer des profits;

9<sup>o</sup> L'organisation de la commune est réclamée à grands cris par l'école de Fourier; il est à remarquer que les phalanstériens qui ont inventé, il y a une douzaine d'années, l'organisation du travail, ont vite abandonné ce beau mot, trop sonore pour eux, à quiconque a voulu broder sur ce canevas, mais ils se sont bien gardés de tenter une organisation isolée, car ils connaissent le sort réservé aux *simplistes*, c'est ainsi que Fourier qualifie :

« ... Un pauvre hère, aveugle en sa manie, Qui, dans un seul talent, confina son génie.

Les phalanstériens veulent organiser une commune ou ne rien organiser du tout; en cela ils ont raison, parce que, dans l'organisation de la commune, on retrouve, quoique sur une petite échelle, l'organisation de toutes les fonctions sociales qu'il est impossible d'organiser isolément.



Eh bien ! la Société universelle répond à toutes ces questions sans les confondre, en les laissant résoudre par ceux qui sont compétents ; ainsi, le travail industriel est organisé par les corporations associées qui se forment sous ses auspices, ou qui viendront s'y ranger.

En ouvrant des bazars, elle organise le commerce ;

Elle organise le crédit en commanditant toutes les associations et corporations de travailleurs ;

Elle organise et multiplie le capital par l'émission de son papier ;

Elle détruit les abus du capital ancien, sans porter atteinte à l'existence des capitalistes et des rentiers gros ou petits, en allouant un intérêt au capital mais ne lui accordant jamais aucune part dans les bénéfices : enfin, elle ne peut jamais retomber sous la domination du capital par le droit qu'elle se réserve de se libérer en tout temps par le rachat de ses actions ;

Elle s'est posée dans les conditions de pouvoir résoudre seule les questions de production et de consommation, en s'emparant successivement de tous les agents producteurs, et en se réservant de fournir à tous les besoins des consommateurs, sans jamais porter atteinte à la liberté, ni des corporations, ni des individus.

Elle organise la commune et le travail agricole, rend inutile les caisses de Secours et de Prévoyance, en fondant des colonies.

Enfin, elle résoud toutes les doctrines sociales par l'indivisibilité des biens et richesses qu'elle possède.

Disons-nous que tendant à multiplier à l'infini la production en toute chose, elle éteint le paupérisme contre lequel tous les efforts officiels de l'Etat sont impuissants ;

Qu'elle reporte le trop plein des villes vers les campagnes et le travail agricole ;

Qu'elle supprime la criminalité et les deux tiers des maladies, en supprimant la misère.

**LA SOCIÉTÉ UNIVERSELLE EST TOUT LE SOCIALISME.**

Il n'y a pas une conception juste, pas une idée vraie, pas un système raisonnable, ni un plan praticable, qui, mis à sa place dans ce cadre général, ne puisse se développer librement et plus complètement qu'en restant à l'état d'isolement, qui, tôt ou tard, produira un antagonisme fatal entre les entreprises reposant sur l'association ; le socialisme prétendu pratique a déjà plusieurs papes infaillibles, partant des schismes et des hérésies ; nous connaissons, à Paris, une petite église qui s'est octroyée le droit de baptiser les associations, sacrement sans lequel il n'y a pas de salut, comme chacun sait. A Dieu ne plaise que nous venions aujourd'hui prêcher une fusion générale, *ad hoc*, des chefs d'École, des doctrines et de projets ; non, cette fusion est impossible, et elle serait fatale au socialisme, car elle ne pourrait s'opérer qu'au moyen de concessions réciproques, et, en socialisme comme en religion, on ne peut faire de concessions qu'aux dépens de la foi, et sans la foi plus d'ardeur, plus de confiance, le découragement ; non, encore une fois, pas de fusion ; mais, chacun des plans socialistes, tout en conservant son caractère propre, peut faire partie d'un grand tout, qui établirait la solidarité la plus complète entre toutes les tentatives d'association, solidarité qui ne permettrait pas qu'une seule d'entre elle périclîtât ou disparût. Car chaque échec individuel retombe de tout son poids sur la masse qui n'en peut ; mais. On peut voir que la direction de la Société universelle (Commission délibératrice) n'est qu'une sorte de congrès permanent, composé de toutes les capacités connues, et que chacun des membres de ce congrès peut toujours faire prévaloir ses idées si elle sont bonnes. La formation des comités spéciaux qui permet aux citoyens versés dans les mêmes connaissances de travailler de concert au perfectionnement et à la direction d'une grande fonction sociale fera nécessairement connaître des talents et des aptitudes qui ne sont pas même soupçonnés par ceux qui les possèdent. C'est, en un mot, le travail parcellaire appliqué à la direction, mais cette division des fonctions a cet avantage qu'elle permet à un seul individu d'exceller dans plusieurs fonctions, s'il en est susceptible. Nous soumettons notre plan général à l'appréciation des hommes compétents et nous attendons leur jugement et leur adhésion, car nous désespérons peut-être de notre œuvre, si dans un temps peu éloigné, elle n'avait pas su

réunir des capacités en quantité suffisante pour la conduire à bonne fin.

Les fondateurs de la Société universelle ont dû, eux aussi, se partager les pouvoirs, mais ils attendent avec empressement le moment de les déposer dans des mains plus habiles, et ils sont convaincus que c'est là le cachet de toute institution vraiment démocratique et sociale.

Si, au début de l'exercice électoral et des institutions socialistes, il se trouva des citoyens dans la nécessité de s'élire eux-mêmes, ils ne peuvent se donner qu'un mandat temporaire, et pour le temps strictement nécessaire pour conduire l'œuvre à bonne fin. Partant de ce principe, la Société universelle n'est à personne, elle est à tous.

Rien ne peint mieux notre faiblesse que ces qualifications la société Pierre, association Paul, le socialisme Jacques, comme si des hommes pouvaient vivre là où il y a des principes, et si Pierre, Paul et Jacques étaient pris du choléra et enlevés en deux heures, l'humanité devrait donc prendre le deuil et le progrès s'arrêter. Non ! rien n'est durable s'il n'obtient le concours de tous ; voilà la démocratie.

Examinons en outre ce qui arriverait si une large institution n'obtenait ce concours général. On compte en France mille professions environ. C'est trente-cinq mille individus par profession. Ces trente-cinq mille individus habitent quarante-deux mille centres de population. L'organisation sociale se produisant par empirisme à balons rompus comme elle l'a fait jusqu'à présent il y aurait d'abord mille Codes pour les mille professions, ensuite quarante-deux mille variétés dans chaque profession, ce qui ferait quelque chose comme cinquante millions de constitutions, statuts, règlements, la plupart en opposition et en contradiction les uns avec les autres, se détruisant les uns les autres. La plus infernale bibliothèque de jurisprudence ne serait que de la Saint-Jean auprès de cet amas de lois sans nom, sans corrélation, sans lien, que la vie d'un homme ne suffirait pas pour énumérer.

Où est le socialisme ? vous demandent à chaque instant ses détracteurs. Si nous répondons toujours : il est partout, on conclura qu'il n'est nulle part ; on accense les chefs d'École de n'être pas d'accord et on ricane : formons un congrès et le rire cessera ; les conciles seuls ont fait le succès du catholicisme, ne l'oublions pas ; pendant que les empereurs romains jetaient les chrétiens aux bêtes du Cirque, quelques-uns d'entre eux, réunis en concile, posaient les règles pour ceux qui devaient échapper au massacre comme pour ceux qui n'étaient pas encore nés.

Les décisions n'étaient pas toujours prises à l'unanimité dans les conciles, la loi des majorités, que nous n'avons pas inventée, décidait des questions. Tant que les socialistes n'en feront pas autant, ils sont destinés à servir de sujets à Cham et à Daumier, et cependant la question reste pendante et sans solution ; donc, selon nous, le seul et unique moyen d'accélérer la solution est de rallier tous les socialistes à une institution unique qui laissant, à chacun d'eux, le droit de faire prévaloir ses idées, en les faisant garantir par ses collègues. C'est l'association des savants que nous proposons, en la prêchant pour les autres, nous croyons qu'il serait bon qu'ils en donnassent l'exemple ; nous n'osons espérer d'arriver à un résultat si désirable. On prendra, sans doute, notre proposition pour un conseil prétentieux et insolite, nous en serions profondément affligés. Jusqu'à ce que notre idée d'aujourd'hui soit réalisée sur une plus vaste échelle et sur un plan sans doute plus savant, nous ne cesserons de nous adresser à ceux qui nous ont compris jusqu'à présent, au peuple, à qui nous n'avons plus qu'à faire ce raisonnement : Peut-on organiser et avoir droit à ce qu'on ne possède pas ? Non. Dans l'état actuel des choses, le travail vous appartient-il ? Non, évidemment ; s'il vous appartenait la question serait tranchée ; vous appartenant, vous auriez droit naturellement et vous pourriez l'organiser à votre gré.

Mais le travail doit vous appartenir, car le travail, pour vous, c'est l'existence.

Il y a deux moyens de se le procurer.

Premier moyen. Déposséder violemment les détenteurs des instruments du travail, c'est-à-dire voler. Jamais le peuple n'a voulu de ce moyen-là.

Deuxième moyen. Acquérir légalement et

promptement, avec du travail, des instruments de travail. Voulez-vous de celui-là ? Oui, n'est-ce pas. Eh bien ! du fonctionnement de la Société universelle résultera, pour les travailleurs, la possession des instruments de travail ; alors, possédant le travail, vous aurez droit au travail et vous organiserez le travail qui, dès lors, sera assuré, la misère aura disparu, et cela sans la moindre petite révolution, sans la moindre violence, tout par la justice et la légalité.

## II. L.

Il s'est formé à Paris, dans les premiers jours de mars 1848, une société de travailleurs sous le titre de Société universelle.

Cette société est particulièrement économique et philanthropique.

Son but, dans le présent, est de venir en aide aux travailleurs en général, non par l'augmentation impossible des salaires, mais par une réduction de prix sur les objets de première nécessité, c'est-à-dire sur les objets relatifs à la nourriture et au vêtement, ce qui serait, en effet, l'équivalent d'une augmentation de salaire.

Son but, dans l'avenir, est de créer des établissements philanthropiques pour servir de retraite aux infirmes et aux vieillards. Ces établissements auraient pour base principale l'agriculture.

La Société a deux moyens à employer pour réaliser cette importante entreprise : le premier est la formation lente, mais certaine, d'un capital social, formé au moyen de versements mensuels de 50 cent. Ces faibles versements permettent à tous les travailleurs de concourir à la formation du capital et partant à la réalisation de cette œuvre philanthropique. Cette mesure a encore une grande portée morale, c'est de donner à la Société un cachet d'œuvre d'utilité publique, résultant du concours de tous, qui fera que les bienfaits des établissements fondés par la Société ne pourront jamais être assimilés aux établissements de charité proprement dits. Le deuxième moyen qu'elle veut employer est de faire un appel à tous les cœurs généreux qui, favorisés de la fortune, n'attendent que l'occasion favorable de faire le bien.

C'est donc au nom de l'humanité entière et du repos de notre chère patrie que la direction de la Société universelle supplie les riches de lui venir en aide dans une entreprise aussi sainte ; car il est indispensable de donner aux classes souffrantes la conviction que les heureux du siècle sont sensibles à leurs malheurs, qu'ils s'occupent avec sollicitude de chercher un remède à leurs maux, et que du moment où le remède est trouvé, les sacrifices ne coûteront pas à ceux qui possèdent les moyens de venir au secours de leurs semblables.

Ce moyen, qui ne peut manquer de produire d'immenses résultats, permettra aux fondateurs de la société universelle de répandre dans la masse l'esprit de reconnaissance, de concorde et de sympathie pour ceux qui, du sein de l'abondance et du confort, ne négligent jamais de seconder par de généreux sacrifices les fondations qui sont en réalité de nature à soulager les maux de tous ceux qui souffrent et auxquels on a fait entendre trop longtemps que l'égoïsme avait glacé tous cœurs, maximes impies et mensongères qui ne laissent à l'homme que le désespoir et la haine de ses semblables, et dont la Société universelle détruira certainement les funestes effets.

Conformément au plan qu'elle s'est tracé, la Société universelle va ouvrir immédiatement des magasins et bazars qui fourniront aux travailleurs, sans falsification aucune et aux prix les plus modérés, les objets de première nécessité (nourriture et vêtement). — Il sera fait, en outre, à chaque consommateur remplissant sa souscription de 50 cent. par mois, une remise de 10 p. 100 en espèces, et chaque jour, au moment de l'acquisition, cette remise, qui s'élève en moyenne à 25 cent. par ménage par jour, produit par mois une économie effective de 7 fr. 50, ou 90 fr. par année par ménage, et cet énorme avantage s'obtient au moyen d'un versement de 50 centimes par mois, ou 6 fr. par an.

On conçoit facilement que la Société a dû abandonner au consommateur les bénéfices qui se réalisent ordinairement sur ces sortes d'objets. Les versements mensuels sont alors destinés à couvrir les dépenses et les frais généraux de l'entreprise, dont l'ensemble cependant doit encore laisser quelques bénéfices qui, sagement administrés, permettront dans l'avenir de créer les grandes institutions de prévoyance dont il a été parlé plus haut. Mais, dans l'esprit des fondateurs, l'époque de ces admirables fondations doit se rapprocher du point de départ, convaincus qu'une œuvre aussi importante trouvera

dans les classes aisées de puissants auxiliaires de l'amour de l'humanité saura bien rapprocher les distances.

La Société universelle obtient alors les plus magnifiques résultats en réalisant immédiatement les bienfaits qu'elle promet, par des économies journalières, et prouvant en outre aux familles des travailleurs que leurs souffrances trouvent un écho sympathique et généreux dans le cœur des classes élevées de la Société.

La Société universelle, disons-nous, peut faire comprendre aux travailleurs, 1° que la haine et la violence ne peuvent produire que de funestes et de sastreux résultats ; 2° établir des sentiments de granditude et de reconnaissance entre les classes de la Société, et enfin fermer à jamais l'ère des dissensions civiles et des révolutions.

La Société universelle repose, nous osons le proclamer, sur des bases admirables : le dévouement, l'amour, la reconnaissance et la fraternité. Elle donc résolu cet important problème de notre époque :

Faire participer équitablement le travailleur aux bénéfices et le bien-être que réalisent son travail et son talent ; — équilibrer les influences ; — lier assez étroitement tous les intérêts pour que les riches et les ouvriers aient constamment le même but ; — marcher pacifiquement à une rénovation utile ; — faire naître des idées de conservation, d'ordre, d'économie parmi les travailleurs ; — améliorer le sort des ouvriers sans faire tort à ceux qui possèdent ; — enfin, éviter à tout jamais ces luttes de sastreuses qui entravent tout progrès et ne laissent après elles que le deuil, les regrets, la misère et le désespoir.

Telle est donc l'œuvre en vue de laquelle la Société universelle a été fondée, et qu'elle prétend réaliser, si tous les véritables amis de la justice et de l'humanité veulent bien lui venir en aide.

Car elle veut établir entre tous les hommes de rapports de vérité et de justice, certaine que tout le reste leur sera donné par surcroît.

## STATUTS

### DE LA SOCIÉTÉ UNIVERSELLE.

L'an mil huit cent quarante-neuf le dix-neuf février,

Entre les soussignés :

SANNIER, Pierre-François, rentier rue du faubourg Saint-Antoine, n° 309.

DROMARD, Louis, polisseur en orfèvrerie, rue Basfroid, n° 10.

TOUTAIN, Jean, docteur en médecine, boulevard de l'Hôpital, n° 54.

DOUVRY, Jean-Baptiste, fabricant, rue Basfroid, n° 2 bis.

GRENET Louis, menuisier, rue de Cotte, n° 45.

SORET, Joseph, propriétaire, rue de la Ferrière, n° 28.

LEVY, Abraham, marchand, rue du faubourg Saint-Antoine, n° 309.

PHILIP, Augustin-Antoine, ébéniste, rue Mouffetard, n° 244.

BOURDEL, Eugène, menuisier, rue du Paon-Saint-Victor, n° 12.

JACQUET, Jean-Gaspard, professeur, rue Mouffetard, n° 123.

D'une part ;

Et tous ceux qui adhéreront aux présentes par la souscription d'actions dont il va être parlé,

D'autre part,

A été convenu et arrêté ce qui suit.

### CHAPITRE PREMIER.

FORMATION. — OBJET DE LA SOCIÉTÉ. — SA NATURE.

Art. 1er. Il est formé par ces présentes, à Paris, sous la dénomination de Société universelle, une Société ayant pour objet de régulariser le travail dans toutes les branches de l'industrie en général, et d'équilibrer la production avec la consommation.

Art. 2. La Société universelle est en commandite par actions.

Art. 3. La dite Société est à la fois commerciale, industrielle, agricole et philanthropique.

Elle pourra donc embrasser toutes les industries, entreprendre toute espèce de commerce, en un mot se livrer à toute espèce de transaction et spéculation.



liaires de se conformant à la loi; elle devra surtout fonder les exploitations d'agriculture, afin d'organiser le travail agricole, ainsi qu'il sera expliqué à l'art. 90, par ce moyen créer des maisons de retraite pour les vieillards, les infirmes et les orphelins, sous le titre provisoire de *Colonies agricoles et industrielles adultes des deux sexes*.

Art. 4. Le but de la Société universelle est de réaliser par le travail et l'intelligence une masse de richesses suffisantes pour lui permettre de procéder graduellement à l'extinction du paupérisme et de la mendicité, à l'éducation et à la moralisation des travailleurs, par l'organisation rationnelle et radicale de son grand travail.

## CHAPITRE II.

### CAPITAL. — ACTIONS. — BONS D'ÉCHANGE.

Art. 5. Le capital de la Société sera illimité; mais il est fixé provisoirement à la somme de UN MILLIARD DE FRANCS, divisé en trois séries d'actions, savoir :

Art. 6. Une première série de deux millions d'actions de cent francs, dites *actions de fondation*.

Ces actions sont purement honorifiques, c'est-à-dire qu'elles ne rapportent aucun intérêt et que le capital qu'elles représentent est aliéné totalement pour les souscripteurs. La possession de ces actions peut seule conférer le titre de *Sociétaire*.

Art. 7. Une deuxième série d'actions, dite d'*Épargne*, composée 1° de deux millions d'actions de cent francs, et 2° de huit millions d'actions de vingt-cinq francs.

Les actions d'épargne produiront un intérêt de cinq pour cent l'an.

Art. 8. Une troisième série d'actions dites *immobilières*, composée 1° de un million d'actions de cent francs; 2° de six cent mille actions de cinq cents francs. Ces actions produiront un intérêt annuel de trois et demi pour cent.

Art. 9. Les actions de la première série sont nominatives et personnelles, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent se transmettre.

Art. 10. Les actions de la deuxième série sont nominatives et peuvent se transmettre.

Art. 11. Enfin les actions de la troisième série sont au porteur.

Art. 12. Nul ne peut faire partie de la Société, soit à titre de travailleur ou d'employé, soit à titre d'actionnaire commanditaire, s'il n'a souscrit une action personnelle de fondation en son nom.

Art. 13. Le versement du capital des actions de la première série peut s'opérer par fractions et aux époques qui conviendront le mieux aux souscripteurs. Néanmoins le minimum de chaque versement a été fixé à cinquante centimes par mois.

Art. 14. Le versement du capital des actions des deuxième et troisième séries peut s'effectuer par fractions; mais il est facultatif aux souscripteurs de remplir le montant d'une ou plusieurs actions en un seul versement.

Art. 15. Les actions de la deuxième série, dites *actions d'épargne*, ne peuvent être souscrites que par les travailleurs et employés de la Société, sauf le cas prévu à l'art. 17.

Art. 16. Les actions de la première série peuvent être souscrites par tous indistinctement, ainsi que celles de la troisième série.

Art. 17. Il pourra être délivré pour un million d'actions de la 2° série à n'importe quel souscripteur, mais seulement pendant la première année, à partir de la date des présentes; passé ce délai, l'art. 15 devra être exécuté suivant sa teneur.

Art. 18. Les actions des deuxième et troisième séries ne portent d'intérêt qu'à compter du jour du versement du complément du total de l'action.

Art. 19. Les actions de la première série sont exigibles en espèces; les actions des deuxième et troisième séries peuvent être indifféremment payées en espèces ou en marchandises.

Art. 20. Les actions des deux premières séries peuvent être émises aussitôt que la Société sera constituée légalement.

Les actions de la troisième série, dites *immobilières*, ne peuvent être émises qu'au fur et à mesure que la Société universelle aura acquis les immeubles qui représenteront le capital et les intérêts de ces actions.

Art. 21. Les actions de la Société universelle ne donnent droit à aucun dividende, ni à aucune part dans les bénéfices, la masse de ces bénéfices devant être consacrée à la fondation des colonies agricoles.

Art. 22. Après l'acquisition de chaque immeuble, il sera émis des actions de troisième série pour une somme représentant les quatre cinquièmes du prix d'achat de cet immeuble.

Art. 23. L'émission de ces actions aura lieu dans l'ordre des souscriptions; la désignation, le prix et

un extrait de l'acte d'achat seront inscrits au dos des actions garanties par cet immeuble.

Art. 24. Dans aucun cas, il ne peut être porté aucune atteinte aux droits des actionnaires consignés au présent acte.

Art. 25. La Société universelle se réserve le droit de racheter les actions de deuxième et troisième série, lorsque la commission délibératrice (1) aura jugé cette mesure nécessaire aux intérêts de la Société.

Art. 26. Le remboursement aura lieu au pair, que les actions soient restées au pair ou qu'elles soient tombées au-dessous du pair.

Art. 27. Mais si, au jour du rachat, les actions ont acquis une valeur au-dessus du pair, la Société sera tenue de rembourser aux porteurs la valeur de leurs actions au taux du jour où s'opère le rachat.

Art. 28. Quant aux actions de la deuxième série, faisant partie d'un million de francs, qui aura pu être émis en vertu de l'art. 17, le rachat ne pourra s'opérer qu'après l'espace de cinq années, à compter du jour de l'émission, à moins qu'il n'y ait consentement des deux parties.

Art. 29. Il sera créé des bons d'échange de cinq, dix, vingt-cinq, cinquante centimes, un franc, deux fr., cinq fr., vingt-cinq fr., cinquante fr., cent fr., cinq cents fr. et mille fr., pour les sommes qui seront déterminées par la commission délibératrice, dans la mesure des besoins de la Société universelle.

Art. 30. Chaque sociétaire pourra se procurer ces bons contre espèces, dans les bureaux à ce destinés, situés dans chacun des bazars de la Société, et donnera droit aux sociétaires à une remise effective de dix pour cent.

Art. 31. Ces bons d'échange seront reçus pour leur valeur numérique dans tous les magasins et bazars de la Société universelle.

## CHAPITRE III.

### PERSONNEL.

Art. 32. Le nombre des sociétaires est illimité.

Art. 33. Chaque sociétaire est porteur d'une liste immatriculée, à l'effet de recueillir des adhérents à chacun desquels il est remis une liste semblable et pour le même usage; cet engrenage de listes a pour but de relier entre eux tous les groupes et de faciliter le recouvrement des versements mensuels.

Art. 34. Chaque porteur de listes perçoit les cotisations des personnes portées sur sa liste, et il en fait mensuellement le versement entre les mains du trésorier de sa circonscription, et il doit opérer son versement personnel entre les mains du porteur de la liste sur laquelle il est porté, de sorte que chaque porteur de liste ne fait pas partie intégrante, sous aucun rapport, de la liste dont il est porteur.

Art. 35. Chaque subdivision, série ou groupe, doit ouvrir des conférences pour la propagande sociale et l'enseignement des droits et devoirs des sociétaires en tout ce qui est relatif aux affaires de la Société universelle.

## CHAPITRE IV.

### ADMINISTRATION.

Art. 36. La Société universelle sera administrée par une commission dite *délibératrice*, composée comme suit :

1° Des fondateurs soussignés et de ceux qui pourront être admis en vertu de l'art. 37;

2° D'un délégué au moins et de deux au plus par subdivision, suivant les art. 41, 42 et 43.

Art. 37. Le nombre des fondateurs ayant pris part à la discussion des présentes est de trente, les noms des vingt complétant ce chiffre seront inscrits, à titre de fondateurs, dans les actes additionnels qui seront annexés aux présentes, conformément aux art. 169 et 170, lorsque les fondateurs soussignés en reconnaîtront l'urgence; toute initiative leur est réservée à cet égard.

Art. 38. Les fondateurs soussignés sont de droit administrateurs de la Société et forment, conjointement avec les délégués des subdivisions, au fur et à mesure de leur nomination, la commission délibératrice.

Art. 39. La commission délibératrice est seule juge du moment où la Société doit commencer ses opérations.

Art. 40. Les fondateurs soussignés, ainsi que ceux qui restent à désigner, suivant l'art. 37, ne seront soumis à la réélection qu'à la fin de la première année entière qui suivra la fondation de la première colonie agricole.

Art. 41. Il ne peut être élu de délégués dans une subdivision, si elle ne se compose de cinq cents sociétaires au moins.

(1) Mot de convention adopté par les fondateurs.

Art. 42. Aussitôt que le nombre des sociétaires d'une subdivision aura atteint le chiffre de vingt mille, la subdivision nommera deux délégués.

Art. 43. Les délégués des subdivisions seront réélus tous les trois mois, autant que le nombre des sociétaires de la subdivision n'aura pas atteint le chiffre de deux mille; mais aussitôt que ce chiffre sera atteint à l'époque de l'élection, les fonctions se continueront jusqu'à l'époque des élections générales qui auront lieu tous les ans, du 20 au 31 décembre, pour entrer en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier suivant.

Art. 44. A partir de l'élection générale de la présente année, les délégués des subdivisions comportant deux mille sociétaires et au-dessus seront nommés pour deux ans; mais la moitié des délégués formant la commission délibératrice sera soumise à la réélection tous les ans; ainsi la moitié des délégués en fonction à l'époque des élections générales de 1850, sera soumise à la réélection; l'autre moitié n'y sera soumise qu'en 1851 et ainsi de suite.

Art. 45. La commission délibératrice décidera, dans le courant de la première année qui suivra la publication des présentes, les moyens à employer, pour déterminer ceux des délégués qui devront être réélus en 1850.

Art. 46. Les élections trimestrielles des délégués des subdivisions, ne comportant pas deux mille sociétaires, devront coïncider en fin d'année avec les élections générales.

Art. 47. En cas de mort ou de démission de un ou plusieurs délégués, il sera immédiatement procédé à leur remplacement.

Art. 48. L'administration de la société composée des fondateurs et des délégués, appelée pour le moment commission délibératrice, pourra prendre par la suite le titre qui lui conviendra.

Art. 49. Chaque subdivision peut à chaque instant révoquer ses délégués. Cette mesure extrême ne peut être prise que si elle est appuyée par plus des trois quarts des électeurs inscrits à l'époque de la demande en révocation.

Art. 50. Dans cette position, le conseil de subdivision, devra immédiatement faire part de cette décision à la commission délibératrice qui devra faire prendre toutes les mesures nécessaires pour procéder à une nouvelle élection.

Art. 51. Le délégué révoqué pourrait être réélu.

Art. 52. La commission délibératrice, aussitôt la publication des présentes et tous les ans, du 20 au 30 juin, élira un comité directeur, composé de trois de ses membres, à la majorité absolue des suffrages; ce comité a pour mission d'exécuter les décisions prises par la commission délibératrice.

Art. 53. Le comité directeur, qui sera élu immédiatement après la publication des présentes, restera en fonction jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1850, époque à laquelle doivent entrer en fonction chaque année les nouveaux comités.

Art. 54. Le comité directeur aura un secrétaire, pris dans le sein de la commission délibératrice et choisi par lui.

Art. 55. Le comité directeur, quoique nommé pour un an, peut être révoqué par la commission délibératrice, qui pourrait immédiatement à son remplacement. Cette mesure ne peut être prise qu'à une majorité supérieure aux trois quarts des voix.

Art. 56. Le comité directeur peut proposer à la sanction de la commission délibératrice toutes les mesures qui lui paraîtront utiles.

Art. 57. Dans les cas qui lui paraîtront d'urgence, le comité directeur peut mettre à exécution les mesures qu'il jugera nécessaires et il devra ensuite les soumettre à la sanction de la commission délibératrice.

Art. 58. Le comité directeur instituera autant de comités particuliers qu'il y aura de spécialités dans l'administration générale de la Société. Il nommera, en outre, le président de chaque comité, qui prendra le titre de commissaire-général, auquel s'ajoutera le nom du comité.

Art. 59. Il est facultatif à chacun des comités directeurs pendant cinq ans, à partir de la publication des présentes, de choisir son secrétaire particulier et les commissaires généraux, soit dans le sein de la commission délibératrice, soit au dehors de la dite commission.

Art. 60. Passé ce délai, le secrétaire et les commissaires-généraux devront être pris dans le sein de la commission délibératrice.

Art. 61. Le comité directeur peut, en outre, nommer des sous-comités temporaires pour les affaires qui lui paraîtront urgentes.

Art. 62. Ces différents comités relèvent tous du comité directeur.

Art. 63. Le commissaire-général de chaque co-

mité est responsable de l'exécution des ordres du comité directeur, qui ne fait qu'appliquer les décisions prises par la commission délibératrice.

Art. 64. Le comité directeur a le droit de révoquer le commissaire-général et tout ou partie du personnel d'un comité spécial, lorsqu'il est convaincu que l'esprit de ce comité est contraire à la marche que lui, comité directeur, veut imprimer aux affaires, mais il est tenu de justifier de la nécessité de cette mesure envers la commission délibératrice.

Art. 65. Le comité directeur peut appeler dans son sein un ou plusieurs commissaires généraux, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire; la réunion d'un ou plusieurs commissaires généraux avec le comité directeur, prendra le titre de *Grand-conseil*.

Art. 66. Le nombre des membres de chaque comité sera déterminé par le comité directeur, d'après l'avis des commissaires généraux, en raison de l'importance des opérations de chacun de ses comités.

Art. 67. Les règlements de la Société Universelle fixeront les titres hiérarchiques des membres des comités spéciaux.

Art. 68. Le comité directeur est chargé de toutes les opérations du ressort des comités spéciaux qui ne sont pas encore fondés.

Art. 69. La commission délibératrice choisira dans son sein un gérant qui aura seul la signature sociale.

Art. 70. Le gérant est à chaque instant révocable, mais cette mesure ne pourra être prise qu'à une majorité supérieure, aux trois quarts des voix.

Art. 71. En cas de mort, de démission ou de révocation du gérant, la commission délibératrice pourvoira immédiatement à son remplacement et chargera le comité directeur de l'exécution de toutes les formalités voulues par la loi.

Art. 72. Il sera adjoint au gérant un secrétaire, qu'il choisira sur une liste de trois noms, qui lui sera fournie par le comité directeur.

## CHAPITRE V.

### CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES.

Art. 73. La Société universelle embrasse le globe entier dans son action. Chaque nation prend le titre de *PROVINCE*, en ajoutant à ce titre le nom de sa nation.

Art. 74. Chaque province est partagée en divisions, subdivisions, séries, groupes et sections de groupe au besoin, en se conformant aux circonscriptions administratives du pays.

Art. 75. Pour la France, on compte :

- 1° Une *division* par département;
- 2° Une *subdivision* par arrondissement;
- 3° Une *série* par canton;
- 4° Un *groupe* par commune.

Les groupes pourront au besoin se diviser en sections.

Pour Paris et les villes comptant plusieurs subdivisions ou séries, on compte une série par quartier et un groupe par rue.

Art. 76. Pour les circonscriptions où il y aura des colonies agricoles, les chef-lieux de divisions, subdivisions et séries seront établis dans les colonies agricoles les plus rapprochées du centre de la circonscription, ou dans celles qui seront le plus à proximité des grandes voies de communication.

C'est à la commission délibératrice qu'il appartient de fixer le siège du chef-lieu.

Art. 77. Dans chacune des divisions, subdivisions, séries ou groupes de la Société, il sera créé un conseil d'administration pour gérer les affaires de la Société dans la localité. Chacun de ces conseils doit ouvrir des conférences, convoquer des assemblées des actionnaires quand besoin sera, et prendre les mesures nécessaires, pour toutes les réunions concernant les affaires de la Société universelle.

Art. 78. La composition et les attributions des conseils administratifs des circonscriptions seront fixées par la commission délibératrice, et inscrites dans l'acte additionnel, qui sera annexé aux présentes.

Art. 79. Dès qu'un groupe sera formé, il sera nommé un comptable pour distribuer les listes et tenir les écritures, et un trésorier, chargé de la recette de toutes les listes du groupe.

Art. 80. La commission délibératrice fera connaître en temps et lieu le mécanisme qui relie les groupes à l'administration centrale.

## CHAPITRE VI.

### CORPORATIONS. — ORGANISATION DU TRAVAIL. — RÉPARTITION.

Art. 81. Constituée sur les bases qui précèdent, la Société universelle commence véritablement, et en fait, à organiser le travail.



Dans chaque division, tous les membres adhérents à la Société universelle et de la même profession, sans tenir compte des groupes auxquels ils appartiennent, sont convoqués en assemblée générale. Cette réunion se constitue en association spéciale, nomme son bureau et un comité d'organisation du travail dans la profession, qui sera chargé d'élaborer les statuts de l'association.

Art. 82. Les statuts de chaque corporation associée contiennent explicitement les règles d'après lesquelles le travail sera exécuté, les prix qui seront alloués, les catégories de talent dont la corporation voudra tenir compte, le mode de répartition des bénéfices, et enfin toutes les questions spéciales relatives à la profession, etc.

Art. 83. Dans la suite, il pourra être formé une association des membres d'une même profession dans chaque circonscription de la Société universelle; mais ces associations ne seront que les annexes des associations divisionnaires.

Art. 84. Les statuts de chacune des corporations ne peuvent être définitivement adoptés qu'après avoir reçu la sanction de la commission délibératrice, qui ne l'accorde que sur le rapport favorable du comité des statuts, ainsi qu'il est prescrit aux art. 122 et suivants.

Art. 85. Les statuts d'une profession étant approuvés par la commission délibératrice, le rapporteur de la corporation présente son rapport concluant à la nécessité de commencer les travaux dans la profession.

Ce rapport doit traiter toutes les questions qui se rattachent à ces travaux, donner tous les chiffres y relatifs, et prouver :

1. Que le travail de la corporation donnera des bénéfices, ou au moins ne donnera pas de pertes;

2. Qu'il doit occuper un grand nombre de travailleurs.

Art. 86. Ce même rapport est soumis au contrôle d'un comité spécial, nommé par la commission délibératrice; et si ce comité admet les conclusions du rapport, elle décide que le travail doit commencer, si d'ailleurs rien ne s'oppose à l'exécution de cette décision.

Art. 87. Le comité directeur charge ensuite chaque comité spécial des fonctions qui le concernent, et les opérations commencent immédiatement.

Art. 88. Toutes les opérations de la Société universelle avec les corporations se feront au nom du président de la corporation, qui portera le titre de *présosé du travail* près la Société universelle.

Art. 89. Les bénéfices nets produits par une corporation seront arrêtés tous les ans, et répartis de la manière suivante :

La moitié de ces bénéfices est acquise au capital général de la Société universelle; l'autre moitié est mise à la disposition de la corporation, qui aura déterminé par ses statuts le mode de répartition qu'il lui a plu d'adopter.

## CHAPITRE VII.

### COLONIES AGRICOLES, MAISONS DE RETRAITE.

Art. 90. L'organisation du travail en général, de l'industrie et du commerce, n'atteint pas entièrement le but que la Société universelle se propose. Née de la synthèse de toutes les idées sociales émises jusqu'à ce jour, le but définitif de la Société universelle est : le bonheur du genre humain, l'extinction du paupérisme et de la misère, l'abolition des crimes par la moralisation, l'éducation et le bien-être, enfin une transformation sociale, graduelle et pacifique, basée sur le droit, la justice et la raison.

Lorsque le travail sera organisé dans quelques industries ou en bonne voie de l'être, et que, du reste, les capitaux de la Société seront reconnus suffisants, il sera procédé à l'organisation du travail agricole.

Art. 91. La première colonie sera fondée, lorsque l'avoir de la Société universelle aura atteint le chiffre de quatre millions de francs.

Art. 92. Les colonies suivantes seront établies, lorsqu'il aura été dépensé dans l'industrie autant que la colonie précédente aura coûté.

Art. 93. Lorsque le capital général sera plus que suffisant pour les besoins des industries et professions, il sera établi le plus grand nombre de colonies possible.

Art. 94. Pour procéder à l'établissement d'une colonie, la Société achète le domaine où elle doit être fondée; les premières doivent être établies le plus près possible de Paris. On doit choisir de préférence les propriétés qui se trouvent coupées par de grandes voies de communication.

Art. 95. L'organisation du travail agricole a pour objet principal de mettre en produit les terres incultes de la France, afin d'établir l'abondance générale; aussi devra-t-on préférer dans le choix les pro-

priétés riveraines des terres incultes, ou celles qui en renferment dans leur étendue.

Art. 96. Les colonies agricoles sont aussi industrielles; il devra donc y être établi des ateliers, usines ou manufactures appropriés aux ressources et aux besoins de la localité, soit encore à la nature des produits ou à la position géographique des colonies; enfin, sous le rapport des communications intérieures ou extérieures.

Art. 97. L'échange des produits agricoles et manufacturés, soit qu'il ait lieu entre les colonies, entre les colonies et la Société universelle, ou avec des individus, donne lieu à des transactions commerciales ou de négoce.

Art. 98. Les colonies ont la faculté de donner telle extension qui leur conviendra aux opérations commerciales et de négoce, même en dehors de leurs produits.

Art. 99. Les colonies agricoles sont destinées à servir de retraite aux vieillards et invalides des deux sexes, de pension et d'asile aux orphelins en bas âge, de maison de santé aux adultes malades et convalescents, à qui le séjour de la campagne a été ordonné par les médecins.

Art. 100. Le personnel total des colonies est fixé à 2000 personnes environ, de tout âge et de tout sexe; si l'expérience nécessitait une infraction à cette règle, c'est à la commission délibératrice qu'il appartient de prendre une décision à cet égard, sur la proposition du conseil administratif de la colonie.

Art. 101. L'administration des colonies ne relève que de la commission délibératrice et dans les prescriptions des statuts seulement. Cependant la commission délibératrice peut rendre obligatoire pour une colonie les décisions des conseils divisionnaires en ce qui touche les intérêts généraux de la localité.

Art. 102. Il sera fait un appel fraternel et volontaire aux adultes valides des deux sexes de la Société universelle, pour aller servir et donner des soins aux invalides, aux malades et aux enfants de la colonie; chaque sociétaire qui se dévouera à ce service consentira à l'avance à ne recevoir aucun salaire pour ses travaux journaliers.

Art. 103. Chaque sociétaire qui se dévouera au service des colonies aura droit d'être : vêtu, nourri, logé, et en général à tout ce qui est relatif aux besoins légitimes et reconnus indispensablement nécessaires; il reçoit en outre chaque année une somme en espèce à titre d'*étrennes*, dont le chiffre sera fixé tous les ans par la commission délibératrice, en raison de la prospérité des colonies et de la Société universelle.

Art. 104. Tout sociétaire qui s'est dévoué pendant deux ans au service de la colonie, y aura acquis le droit de cité; il ne pourrait être renvoyé qu'en cas de forfaiture passible des tribunaux et en cas de condamnation, ou s'il devenait pour la colonie un sujet de trouble et de désordre, par des infractions répétées aux règlements et statuts de la colonie agricole. Néanmoins une semblable mesure, si jamais elle se présente, ne devra être prise qu'à la dernière extrémité et qu'après avoir mis en usage tous les moyens possibles pour éviter d'y avoir recours.

Art. 105. Tout sociétaire qui serait renvoyé d'une colonie, se retirerait avec ses économies et le trousseau dont la composition sera fixée par les statuts de la colonie.

Art. 106. Le service des valides des colonies consiste à soigner religieusement les invalides, les vieillards, les malades et les enfants; de ne les laisser manquer d'aucun soin; de cultiver les terres de la colonie et de travailler dans les ateliers, fabriques, usines ou manufactures qui s'y trouvent, chacun dans la mesure de ses facultés.

Art. 107. Chaque colonie est considérée comme une corporation quelconque, et traitée de la même manière, sous ce rapport qu'elle a ses statuts spéciaux, qui ont dû, comme pour les autres associations, être approuvés par la commission délibératrice.

Art. 108. Chaque colonie a un compte courant ouvert à la Société universelle, qui lui expédie, de Paris ou d'autres lieux : le personnel, les marchandises, les capitaux, les instruments aratoires, et en général tout ce dont elle a besoin, et la colonie rend en échange les produits de son sol excédant ses besoins, les produits de ses manufactures ou même des capitaux pour balancer son compte courant.

Art. 109. Il y a cette différence entre les colonies agricoles et les corporations organisées sous les auspices de la Société, que les colonies sont considérées comme d'utilité publique; en conséquence, s'il se trouvait qu'une colonie donnât un déficit, elle serait maintenue quand même. Les colonies étant des éta-

blissements philanthropiques et fraternels, leur existence ne peut dépendre d'aucune considération d'intérêt matériel.

Art. 110. Les richesses des colonies et leur excédant de produit ne peuvent être considérés par la Société comme bénéfices nets, puisque tout l'avoir de ces établissements est le résultat d'un travail de dévouement, dont on n'a pas payé la main-d'œuvre; la Société universelle ne peut donc prélever aucune partie des richesses des colonies à son profit.

Art. 111. Les colonies devront toujours rester débitrices, envers la Société universelle, de la valeur de la propriété territoriale sur laquelle elle sont établies et qu'elles exploitent, et pour laquelle elles serviront à la Société universelle une rente perpétuelle dont le taux sera fixé tous les ans par la commission délibératrice, en raison des circonstances du moment. Cette décision sera rendue dans le courant du mois d'avril de chaque année.

Art. 112. S'il était prouvé que telle ou telle colonie souffrait d'un fléau quelconque ou quelle soit placée dans des conditions peu avantageuses sous le rapport de l'abondance des produits, la commission délibératrice devra prendre toutes les décisions nécessaires pour maintenir entre les colonies la sainte loi de l'égalité par un lien puissant de solidarité et de désintéressement, sans lequel la fraternité ne serait qu'un vain mot.

Art. 113. Chaque colonie paiera à la Société universelle une redevance annuelle, dont le taux sera fixé tous les ans par la commission délibératrice, en raison des déficits, résultant de causes quelconques, qu'auraient pu éprouver quelques colonies, et en raison des impôts fonciers, mobiliers, cotes personnelles et patentes, que la Société universelle reste chargée d'acquitter envers l'Etat.

Art. 114. Dans toute Société normale chacun a droit à tout ce dont il a besoin. Cette règle est rigoureusement appliquée aux habitants des colonies, quel que soit le résultat du compte de la colonie avec la Société universelle.

Art. 115. Les dépenses superflues, c'est-à-dire les dépenses en dehors des besoins légitimes et indispensables sont interdites dans les colonies, autant qu'elles auront un déficit à leur compte courant avec la Société universelle.

Art. 116. Est reconnu indispensablement nécessaire tout ce qui a rapport à la nourriture, aux vêtements, au logement et à l'éducation. L'hygiène et la morale publique seules peuvent servir de guide à cet égard.

Art. 117. Les bâtiments d'habitation doivent être construits en dehors de toute considération de richesse; la grandeur, l'élégance, la salubrité, rien ne doit être négligé; les bâtiments sont d'utilité publique, aussi la commission délibératrice se réserve-t-elle le droit de faire vérifier par le comité des monuments si chacun des plans des bâtiments d'habitation réunissent toutes les conditions désirables d'hygiène et de confort avant d'en approuver l'exécution.

Art. 118. Les colonies agricoles prendront par la suite le nom de commune, au fur et à mesure qu'en raison de leur importance numérique ou autre elles seront reconnues et ordonnées par le gouvernement, c'est-à-dire qu'elles seront dotées d'une administration municipale.

Art. 119. Il est inutile de dire que les colonies agricoles, ainsi que leurs habitants, sont soumis aux lois du pays et aux mêmes charges, droits et devoirs que tous les citoyens.

Art. 120. Les colonies agricoles de la Société universelle se désigneront par leur numéro de création; ainsi, pour indiquer une colonie il suffira d'indiquer le numéro (1).

(1) Deux mille personnes posées dans un domaine agricole, et devant pourvoir mutuellement à tous les besoins, peuvent se répartir ainsi :

Agriculteurs,	150
Administration, mission et voyage,	40
Sciences, arts, littérature,	30
Professions usuelles au service des colons,	60
Services fraternels dits domestiques,	120
Enfants et vieillards inactifs,	500
Malades, convalescents, nourrices,	100
Métiers et manufactures,	1,000
Total,	2,000

Examinons la situation de ces deux mille personnes au point de vue financier, sans spéculer sur les sacrifices que la Société Universelle pourrait faire au besoin.

Cent cinquante personnes, employées à l'agriculture, en nourrissent deux mille; ce chiffre est prouvé : huit cent cinquante personnes forment la population inactive et les professions dites libérales; reste donc mille paires de bras à employer aux métiers et manufactures. Mille travailleurs, en supprimant soixante-cinq jours pour les fêtes et dimanches, peuvent produire, par année, trois cent mille journées de travail qu'on peut, sans exagération, porter à deux

## CHAPITRE VIII.

### § 1<sup>er</sup>.

#### Relations des corporations avec la Société universelle.

Art. 121. Chaque profession ou industrie forme une corporation distincte et complète, entièrement indépendante de toutes les autres corporations, ayant ses statuts et ses règlements spéciaux, pouvant différer, quant à la forme et en ce qui concerne les associés des statuts et règlements des autres corporations; chacune d'elles est partie intégrante de la Société universelle, sous le rapport du principe socialiste ou lien solidaire entre tous les travailleurs.

Mais sous le rapport des intérêts matériels, la Société universelle n'étant qu'une vaste commune dite à l'usage de tous, elle sert uniquement de lien entre toutes les associations qu'elle a fondées, au sein desquelles elle est constamment en compte courant.

Art. 122. Il sera créé un comité spécial des statuts et règlements, dont l'un des membres pourra être adjoint au comité d'organisation du travail, chargé de rédiger les statuts et règlements de l'association.

Art. 123. Les statuts et règlements de chaque profession devront être approuvés par la commission délibératrice, comme il a été dit à l'art. 85, avant d'obtenir l'ouverture d'un crédit à la Société universelle.

Art. 124. La commission délibératrice, ainsi que le comité des statuts et règlements qu'elle aura institués, veilleront avec le plus grand soin à ce que l'idée fondamentale de la Société universelle domine dans la tenue des statuts de chaque association, qui devront se rapprocher le plus qu'il sera possible des statuts de la Société universelle.

Art. 125. La commission délibératrice se réserve le droit de faire réviser les statuts d'une association lorsqu'elle croira cette mesure nécessaire aux intérêts généraux.

Art. 126. Chaque association devra établir ses statuts les bases d'une caisse philanthropique de secours, pour venir en aide aux membres de la corporation qui pourront en avoir besoin.

### § 2.

#### Fonctions sociales ne pouvant être érigées en corporation.

Art. 127. Il y a des fonctions sociales ne devant jamais être constituées en association, telles sont les fonctions commerciales, financières, etc., etc. La commission délibératrice est seule juge à cet égard.

Art. 128. La Société universelle devra donc acquiescer ou établir elle-même des fonds de commerce ou bazar où seront vendus les objets de nourriture, vêtements et autres. Les prix de vente seront cotés par le comité commercial; alors les membres de la Société universelle pourront se procurer ces objets en profitant de la remise effective de dix pour cent pourvu qu'ils paient avec les bons d'échange dont il est parlé à l'art. 30.

Art. 129. L'ordre à suivre dans le choix des fonctions sociales à organiser et commanditer les premières est déterminé par la nature même de ces fonctions; ainsi, à quelques exceptions près, on organisera d'abord toute espèce d'industrie ou commerce relatifs aux besoins indispensables de la vie, tels que la nourriture, le vêtement, etc.

Art. 130. Les professions qui devront occuper un grand nombre de travailleurs à chances égales de bénéfices devront être organisées les premières, conformément néanmoins à l'article précédent.

Art. 131. Chaque magasin, boutique, comptoir ou bazar de la Société sera desservi par un préposé nommé par le comité directeur, sur la proposition

francs l'une, n'ayant à supporter ni les exigences du commerce, ni celles de la banque.

300,000 journées à 2 fr. font par an,	600,000 fr.
Supposons que la Société Universelle ait prêté à la colonie 1 million à 6 0/0, la colonie aurait à payer pour cet objet,	
par année,	60,000 fr.
plus, pour l'intérêt à 3 1/2	
0/0 du domaine territorial,	35,000 fr.
Total des charges,	95,000 fr.
Outant du produit des manufactures, ces	95,000 fr.
Reste encore par an	505,000 fr.

pour les besoins de la colonie. Ces cinq cent mille francs sont destinés à l'achat des matières premières, comestibles et autres que la colonie ne peut produire, et aux objets matériels pour l'élévation du palais d'habitation, pour entretenir le luxe dans la colonie. Il est donc évident que deux mille personnes peuvent vivre heureuses et calmes; dans la paix la plus parfaite, au sein de l'abondance du confort, ne demandant rien qu'à leur travail et à leur intelligence; que deux mille personnes peuvent donner l'exemple d'une société parfaite pour laquelle les vices et les crimes ne sont que de la tradition.



*Siege. — Gérant. — Signature sociale. — Contestations et modifications.*

Art. 171. Le siège de la Société universelle est établi à Paris, rue de Constantine, n° 17 (Cité), et pourra être transféré partout où besoin sera.

Art. 172. La signature sociale de la Société universelle se compose du nom du gérant en fonction, en y ajoutant les mots *et compagnie*.

Art. 173. Le sieur Louis Dromard est nommé gérant de la Société universelle. En conséquence, la signature sociale sera : **L. DROMARD et Cie**.

Art. 174. Les contestations qui pourraient s'élever entre les associations ou colonies, soit entre elles ou entre l'une d'elles et la Société universelle, seront jugées par un conseil arbitral qui jugera en dernier ressort et sans aucune voie d'appel ni recours d'aucune sorte.

Art. 175. S'il arrivait, comme il a été prévu à l'art. 169, que l'un ou plusieurs des articles de cet acte se trouvaient en contradiction avec la loi, il serait immédiatement dressé un acte additionnel par les soins des soussignés, qui aurait pour objet de modifier ou d'annuler les dits articles.

Fait en autant d'expéditions, plus une, qu'il y a de parties, et signé après lecture, à Paris, le 19 février 1849.

Enregistré à Paris, le vingt-six février 1849. Case 26. Case 5, reçu 5 fr. 50 c., décime compris.  
Signé : Sannier, Dromard, Tontain, Douvry, Grenet, Soret, Levy, Philip, Bourdel, Jaquet.

Déposé au tribunal de commerce et affiché dans la salle du dit tribunal, et publié conformément à la loi dans la *Gazette des Tribunaux*, le *Droit* et les *Petites affiches*.

*Extrait des minutes du greffe du tribunal de commerce du département de la Seine, séant à Paris.*  
Du mardi, six mars mil-huit-cent-quarante-neuf.

Aujourd'hui a comparu au greffe de ce tribunal, le sieur Dromard (Louis), polisseur sur orfèvrerie, demeurant à Paris, rue Basfroid, numero dix.

Lequel, en conformité des articles quarante deux, quarante-trois et quarante quatre du code de commerce, a requis le dépôt et l'affiche de l'extrait d'un acte de société fait sous signatures privées, le dix-neuf février mil huit-cent-quarante-neuf, enregistré à Paris, le vingt-six du même mois, folio vingt-sixième, verso, case cinquième, par de Lestang, qui a reçu cinq francs cinquante-quatre centimes.

Desquels dépôt et affiche à la salle d'audience à l'instant faits, il a été, au dit comparant ce requérant, donné acte pour servir et valoir ce que de raison, restera le dit extrait pour minute au greffe de ce tribunal.

Et a, le dit comparant, signé avec nous, greffier après lecture.

Signé Dromard et Alfred Lantoin.

En marge est écrit :

Enregistré à Paris, le sept mars mil-huit-cent-quarante-neuf, folio soixante-huitième, case cinquième, reçu pour enregistrement trois francs trente centimes, rédaction un franc vingt-cinq centimes, au greffier douze centimes et demi, signé Descombes.

#### PROPAGANDE ANTI-SOCIALISTE.

Le journal *la Presse*, dans un article comme lui seul en public, prouve qu'il n'y a en France que deux partis bien distincts, et formule le désir de voir se former un troisième parti : le parti de la discussion; nous espérons bien que la propagande anti-socialiste l'aura fait naître; tout ce que l'on peut désirer en ce moment, c'est que la discussion ait lieu en termes convenables, qu'elle soit honnête et décente. Il ne faut pas perdre de vue, qu'il n'y a que ceux qui n'ont pas de bonnes raisons à donner qui sortent des convenances qui forment le caractère distinctif d'une polémique sérieuse, lorsque ses champions sont de bonne foi. Oui, la propagande anti-socialiste a créé le parti de la discussion, et nous l'en remercions; accepter le socialisme sans discussion lui eût été aussi funeste qu'il est absurde de proposer de le supprimer sans discussion. Nous avons la conviction que la discussion du socialisme, c'est le triomphe du socialisme. Nous acceptons donc avec reconnaissance cette nouvelle position; nous discuterons sans redouter les résultats, et si les théories sociales ne sortent pas victorieuse de cette lutte, c'est qu'elles n'ont pas leur raison d'être. Nous ferons seulement remarquer que nous sommes loin de combattre à armes égales. L'anti-socialisme possède un levier puissant, qui nous manque à nous, l'argent. Le socialisme ne compte pas un journal sur

chiffre des émoluments affectés à chaque fonction ou emploi.

Art. 149. L'admission des Sociétaires aux divers emplois et fonctions de la Société universelle a lieu par décision du comité directeur, pour tout ce qui concerne l'administration générale, et sur la proposition du commissaire général du comité dont ils ressortent.

Quant aux fonctions et emplois dans les circonscriptions, la nomination appartient au commissaire général du comité dont ressort la fonction, et sur la proposition du conseil d'administration de la circonscription, qui n'aura à présenter que le candidat désigné par le suffrage universel, et à la majorité absolue des suffrages, tous les emplois ou fonctions relatifs à l'administration locale des associations ou colonies devant être donnés par l'élection dans chaque circonscription, ainsi qu'il sera expliqué à l'article suivant.

#### § V.

*Caractère de la Société. — Conditions d'électorat et d'éligibilité.*

Art. 150. La Société est essentiellement démocratique; toutes ses décisions quelconques doivent émaner du suffrage universel, qui est son principe primordial.

Art. 151. La forme de la Société universelle (en commandite) ne peut être modifiée pour prendre aucune des formes existantes aujourd'hui; mais si la législation ultérieure établit de nouvelles bases aux Sociétés, et qu'il soit reconnu par la direction de la Société universelle que ces bases soient plus avantageuses que la forme commanditaire, les statuts pourront être modifiés sous ce rapport; mais cette décision ne pourra être prise qu'autant qu'elle réunira plus des neuf dixièmes de voix.

Art. 152. Tout Sociétaire, homme ou femme, âgé de vingt ans révolus, est électeur.

Art. 153. Tout électeur âgé de vingt-cinq ans est éligible. Cette condition d'âge n'est exigée que pour remplir les fonctions de délégué.

#### § 6.

*Conseils de famille. — Caisse de prêts sur dépôt. — Crédits.*

Art. 154. Un conseil de famille sera créé dans chaque groupe; le nombre de ses membres est fixé à sept.

Art. 155. Sur la proposition du conseil de famille, il pourra être fait quelques crédits aux sociétaires qui en auront besoin, soit dans les bazars ou ailleurs, dans la mesure des moyens de la Société. Le conseil d'administration locale est seul juge à cet égard.

Le conseil de famille ne doit proposer aucune demande de crédit en faveur d'un sociétaire qu'autant que ce dernier ne fournisse la garantie morale de deux sociétaires du groupe.

Art. 156. Il sera formé dans chaque subdivision une caisse de prêts, sur consignation d'actions de la Société universelle, destinées à recevoir les actions de la deuxième série seulement, en dépôt, contre espèces ou bons d'échange, pour une somme qui ne pourra excéder les trois quarts de la somme versée sur ces actions, lorsque les porteurs de ces actions se trouveront dans la nécessité de se servir de ces valeurs. Ces prêts seront faits sur la proposition du conseil de famille de l'emprunteur. Néanmoins, le conseil d'administration peut diminuer ou ajourner le prêt, si l'état de la caisse ne permet pas de l'effectuer en tout ou en partie immédiatement.

Art. 157. Par exception, il n'y aura qu'une seule caisse de prêt sur consignation dans la première division (Seine); elle sera située au siège de la Société universelle, mais elle devra se conformer en tout aux dispositions de l'article précédent.

Art. 158. La fraction de l'intérêt incombant à ces actions pendant la durée des dépôts et correspondant à la somme prêtée appartient à la caisse des prêts.

#### § 7.

*Souscription. Livre d'or. — Conseil de protectorat.*

Art. 159. Une souscription permanente est ouverte, au siège de la Société universelle et dans toutes ses circonscriptions, pour y recevoir les dons des personnes qui ne voudraient pas souscrire d'actions.

Art. 160. Un livre, appelé *Livre d'or* sera ouvert au siège de la Société universelle, où seront inscrits les noms de tous ses bienfaiteurs, qui seront en outre publiés dans les bulletins et comptes-rendus de la Société.

Art. 161. Il sera formé un conseil, dit de *Protection*, des membres inscrits au *Livre d'or*. Ce conseil

sera convoqué deux fois par année, par les soins du comité directeur et par la voie des journaux, à l'effet de lui soumettre un rapport général sur les opérations de la Société, et pour recueillir les observations des membres protecteurs.

Art. 162. Le conseil de protectorat pourra être extraordinairement convoqué toutes les fois que l'administration de la Société universelle aurait à prendre quelques grandes mesures d'intérêt général.

En tout temps il sera ouvert, dans chaque siège administratif, un registre où chaque membre protecteur pourra inscrire les conseils, avis et propositions qu'il jugerait à propos de faire à la direction de la Société.

#### § 8.

*Indivisibilité.*

Art. 163. Les richesses de la Société appartiennent dans l'avenir à tous ses membres indistinctement dans la mesure directe de leurs besoins; mais cette loi ne s'applique, quant à présent, qu'aux membres des colonies où le salaire est inconnu.

Ces richesses forment donc une propriété unique, essentiellement fraternelle, philanthropique et sociale, qui ne doit sa force qu'à son principe d'indivisibilité.

Quant aux corporations associées, où la rétribution du travail est régulièrement payée, où chaque sociétaire a droit à une part des bénéfices, et où un intérêt de 5 p. 100 l'an est alloué et payé aux épargnes des travailleurs, chaque corporation associée doit venir en aide à tous ses membres, au moyen des caisses de secours mutuels dont il a été parlé à l'art. 126.

Art. 164. Il demeure établi que chaque sociétaire, à un titre quelconque, n'a aucun droit personnel aux richesses de la Société en dehors de l'intérêt acquis à ses actions et de sa part de bénéfice réalisé par sa corporation.

En conséquence, toutes les richesses généralement mobilières et immobilières de la Société universelle, sont et restent indivises.

Art. 165. En cas de décès d'un sociétaire, à un titre quelconque, ses héritiers ont droit :

1° A toutes les sommes dues par la Société universelle au sociétaire dont ils héritent;

2° A la totalité de ses actions, transmissibles, en un mot, à tous ses biens déterminés; mais les héritiers ne peuvent exiger aucune part de l'actif de la Société, ni en provoquer la liquidation sous aucun prétexte.

#### § 9.

*Inventaires.*

Art. 166. Tous les ans, au 31 octobre, il sera dressé des inventaires dans toutes les fonctions sociales organisées, qui seront adressés immédiatement au siège de la Société universelle; les comptes courants de la Société avec ces mêmes fonctions sociales seront arrêtés à la même date.

L'inventaire général de la Société universelle sera arrêté tous les ans au 31 décembre, et publié le plus tôt possible.

Art. 167. L'inventaire général de la Société universelle donnera des tableaux statistiques de la prospérité comparée entre toutes les professions et industries, la statistique générale et agricole, et enfin des tableaux statistiques constatant l'état de la prospérité générale de la Société universelle, considérée dans son ensemble.

#### § 10.

Art. 168. Dans l'esprit de ses fondateurs, la Société universelle est perpétuelle quant à sa durée; mais, pour se conformer aux prescriptions de la loi qui régit les sociétés en commandite, la durée de la Société est fixée au maximum du temps que peut durer une société en commandite.

Art. 169. Un ou plusieurs actes additionnels pourront être annexés aux présentes lorsque la commission délibératrice en reconnaîtra l'urgence; ces actes auront la même autorité que l'acte fondamental, lorsque les formalités voulues par la loi auront été remplies; mais, dans aucun cas, nul article des actes additionnels, contraire à la lettre ou à l'esprit de l'acte fondamental, ne pourra être admis, sauf le cas où l'un ou plusieurs articles de cet acte se trouveraient en contradiction avec la loi.

Art. 170. Lorsqu'il sera question de porter dans un acte additionnel un ou plusieurs des noms de membres fondateurs tendant à compléter le nombre des trente fondateurs énoncés à l'art. 37, les signataires des présentes ont seuls le droit de rédiger ces actes et de les publier lorsqu'ils le jugeront convenable.



dix de ceux de ses adversaires ; les brochures sont dans la même proportion. Quant au nombre des écrivains, nous espérons bien que la conviction suppléera au nombre ; des articles de foi, défendus par des hommes qui ne sont pas bien pénétrés de leur sujet seront mal défendus ; nous avons lieu d'espérer que parmi les défenseurs de l'anti-socialisme, il s'opérera plus d'une conversion à nos doctrines, et que plus d'un Saul verra tomber des écailles de ses yeux et se fera le défenseur de la vérité. On sait quelle puissance ont les nouveaux convertis, le plus redoutable persécuteur d'une cause en devient souvent le plus ardent défenseur.

Nous avons aussi à tirer parti non-seulement de nos propres ressources, mais les raisonnements de nos adversaires nous seront aussi utiles. Le socialisme, ainsi qu'un théorème de géométrie, peut être démontré à la manière favorite de Legendre.

Notre loyauté nous fait un devoir de prévenir nos adversaires que le socialisme ne veut pas rester à l'état de théorie.

Il a accepté cette devise :

*Des faits, non des mots.*

En conséquence, nous allons avoir pour nous des faits, et contre des faits les fleurs de rhétorique ne prévalent pas ; nous resterons donc seuls maîtres du terrain, à moins aussi que les anti-socialistes n'en arrivent à des faits, comme le citoyen Henri de La Rochejacquelein le tente en ce moment. Nous n'aurions encore qu'à nous en féliciter de tout cœur, la controverse des faits serait encore plus utile que la controverse des mots.

La Société universelle, en mettant en pratique les 175 articles de ses statuts, aura bien fait sa part dans la lutte qui est ouverte, et pour ce faire il lui suffit de ses propres ressources ; elle est de l'avis de Proudhon en ce sens que chaque école doit expérimenter à ses frais. M. Cabet a eu tort d'aller s'exposer, lui et les siens, aux dangers multipliés d'une longue émigration, tandis qu'il pouvait impunément planter son îcarie à quelques lieues de Paris et à la barbe de tous les procureurs du roi et de la République. On verra si nous irons aux antipodes fonder nos colonies agricoles : non, assurément, cela ferait trop rire le Constitutionnel ; nous les établirons, conformément aux articles 94 et suivants des statuts, c'est-à-dire : « le plus près possible de Paris » et sur la ligne d'un chemin de fer, si faire se peut, afin que ceux qui ont mission de veiller au maintien de la société puissent facilement remplir leurs fonctions. Nous ne comprenons pas qu'un homme aussi sérieux et aussi capable que le citoyen V. Considérant soit allé demander à la Chambre des fonds et des terrains pour expérimenter. Nous comprendrions cette démarche de la part d'un utopiste vulgaire, mais de la part d'un homme qui connaît sa Chambre par cœur !... Nous inclinons à penser que le citoyen Considérant avait, pour le faire, des raisons qu'il ne nous a pas données.

Si, depuis vingt ans, la France avait eu un gouvernement, je ne dirai pas intelligent, mais ayant l'instinct de sa propre conservation, ou, pour employer le langage de nos adversaires, un gouvernement « au-dessus de l'ordre », ce gouvernement aurait dit : « Il y a en France 3 écoles sociales distinctes : le communisme, le phalanstère et le système propriétaire de chacun pour soi ; je vais demander 3 plans d'organisation à ces 3 écoles, puis je vais ouvrir à chacune d'elles un crédit de 3 ou 4 millions qui seront prêtés pendant quatre ans sans intérêts ; au bout de ces quatre années, le capital prêté produira une rente de 3 p. 0/0, les meubles et immeubles des utopistes me garantiront la majeure partie de mes avances. Je sais que l'Etat est encore susceptible de perdre à ce marché, mais, au moyen de quelques millions, nous serons débarrassés à jamais de ces rêveurs que nous aurons le droit de taxer d'impuissance et de folie. Combien de millions dépensés rien que pour prévenir les émeutes ; les canons de Cavaignac ont coûté plus de cent fois la somme nécessaire pour résoudre le problème social, ou, au moins, pour éclairer le peuple qui ne se laisserait plus séduire par nos utopies. » Aucun gouvernement n'a fait cela, et cette conduite peut s'expliquer de deux manières : ou les gouvernements ont manqué d'intelligence, alors nous devons faire sans eux, ou bien, ils craignent les succès de l'expérience, alors, nous devons faire malgré eux.

O vous, qui voulez le bien, chefs de toutes les Ecoles, fondateurs de toutes les entreprises, apôtres de tout les systèmes qui ont pour objet le bien-être du genre humain, concentrez tous vos efforts sur un seul point, unifiez tous les systèmes en un seul, que tous les efforts isolés aujourd'hui concourent au même but, économisez les ressorts,

comme le dit Fourier, ne formez qu'une Société, mais qu'elle soit unique et alors elle sera forte et féconde en résultats, alors les détracteurs du socialisme cesseront de rire de nos efforts, car les rieurs seront de notre côté.

#### LA SOCIÉTÉ UNIVERSELLE JUGÉE PAR PROUDHON.

Proudhon, dans son article du 12 mars, nous donne un moyen quasi-mécanique d'apprécier la valeur d'un système quelconque ; nous applaudissons de tout cœur à cette découverte, car, s'il est bon que le peuple apprenne à penser sa parole avant de parler sa pensée, il est également utile qu'il puisse juger de la valeur d'un système qu'en lui propose avant d'y donner son adhésion. « Nous n'avons que faire, » dit Proudhon, d'examiner à fond, de discuter l'un après l'autre, les divers systèmes socialistes, dont nous ne préjugeons ni ne contestons le mérite. Nous leur appliquons la pierre de touche. Ces systèmes, qui se présentent à nous comme la révélation de l'avenir, réunissent-ils les conditions de l'idée révolutionnaire ? Sont-ils en eux-mêmes, dans leurs éléments, leur dialectique, objectifs, c'est-à-dire positifs et réels ? Et quant au système qu'ils ont pour but d'abroger ? sont-ils avec lui en opposition directe ? de plus sont-ils émanés de lui ? sont-ils fondés sur le droit établi ? peuvent-ils se développer sans porter atteinte aux privilèges reconnus, sans violer les institutions existantes ? Le système qui satisfera à toutes ces conditions, — et il est évident qu'il ne saurait y en avoir qu'un, — sera le vrai. »

Eh bien, si cette pierre de touche, comme il l'appelle, est bonne, nous l'appliquerons au système de la Société universelle ; et il devient évident qu'elle satisfait à toutes les questions de l'éprouvette du citoyen Proudhon.

1° Est-elle dans l'idée révolutionnaire ? OUI.

« Autant que le mot RÉVOLUTION, n'est que l'effet d'une illusion d'optique qui désigne seulement l'une des phases de grande vitesse du progrès, et que l'action révolutionnaire ne consiste que dans l'abréviation de la série évolutive au moyen d'une équation qui permet tout d'un coup, dans les circonstances données, d'en enjamber les termes. »

Nous sommes d'autant plus heureux de la définition du citoyen Proudhon que nous n'avons jamais été révolutionnaires d'une autre manière.

2° Le système sur lequel repose la Société universelle est-il dans ses éléments et sa dialectique, OBJECTIF, c'est-à-dire POSITIF et RÉEL ? OUI.

3° Quand au système qu'elle a pour but d'abroger est-elle avec lui en opposition directe ? OUI.

4° Est-elle émanée de lui ? OUI.

5° Est-elle fondée sur le droit établi ? OUI.

6° Peut-elle se développer sans porter atteinte aux privilèges reconnus sans violer les institutions existantes ? OUI. Et sans cette condition elle n'aurait pas été fondée. Eh bien nous disons : si le système qui satisfait à toutes ces conditions est le VRAI, le système de la Société universelle EST VRAI, et si il est évident qu'il ne saurait y en avoir qu'un le système de la Société universelle primera tous les autres systèmes, s'assimilera insensiblement et nécessairement toutes les autres sociétés.

La pierre de touche du citoyen Proudhon et les conclusions rigoureuses qui découlent des syllogismes qu'elle fait naître violentent un peu notre modestie, nous le pensions bien, mais nous n'aurions pas osé le dire sitôt ; nous aurons peut-être lieu d'indiquer les systèmes qui ne répondent pas à toutes ces questions.

#### PROPAGANDE.

Nous invitons tous nos adhérents à activer la propagande en recueillant le plus d'adhérents possibles sur leurs listes, et à se tenir prêts pour les assemblées d'actionnaires qui vont être convoquées, par lettres à domicile, dans les 8<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements. Les membres des commissions administratives de ces arrondissements auront à s'entendre avec le citoyen Douvry, rue Basfroid, 2, fondateur délégué pour le 8<sup>e</sup> arrondissement ; et avec le citoyen Philip, rue Mouffetard, 244, fondateur délégué du 12<sup>e</sup> arrondissement.

Ces réunions auront pour objet de régulariser les souscriptions et de s'entendre dans chaque arrondissement sur les moyens d'ouvrir les premiers bazars.

Chaque adhérent doit se procurer les statuts de la

Société, les lire attentivement, les commenter avec ses amis, afin d'être en état de répondre aux objections qui sont faites tous les jours. Ceux de nos adhérents qui voudront avoir quelques numéros du journal *l'Organisateur du travail* à la disposition de leurs amis peuvent venir les prendre au siège de la Société.

Des embarras et des empêchements de toute nature nous ont arrêtés jusqu'à présent ; mais, avec le bon vouloir et l'accord de tous nos sociétaires, nous vaincrons toutes les difficultés.

Ceux de nos sociétaires qui auraient changé de demeure depuis leur adhésion sont priés de donner leur nouvelle adresse.

#### STATISTIQUE DE LA SOCIÉTÉ UNIVERSELLE.

A l'époque de la première saisie, qui eut lieu le 20 février dernier, la société avait 2780 listes en circulation dans les subdivisions et séries suivantes au 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; à Joinville-le-Pont, St-Maur, Gravelle, Bercy etc., chaque porteur de liste ayant mission de recueillir des adhésions parmi ses amis et connaissances, nous avons des données positives qui nous permettent de supputer, en moyenne 6 adhérents par liste, d'où il résulte que le chiffre des adhérents à la société était au 20 février de 16,680 et ce résultat a été obtenu sans publicité aucune, par le seul fait de l'émission d'une idée modestement posée parmi le Peuple, eh bien, en agissant simultanément sur les 14 arrondissements de Paris, on peut espérer de réunir 100,000 adhérents dans 3 mois et toute société mère qui ne réalisera pas ce chiffre en peu de temps n'a aucune chance de succès, l'expérience nous a appris que ce chiffre n'a rien d'exagéré.

#### JOURNAL.

Une œuvre aussi importante que la Société universelle ne peut pas se passer d'un journal. Nous allons ouvrir des souscriptions pour former le cautionnement d'un journal hebdomadaire ou bulletin de la Société universelle, qui paraîtra tous les dimanches.

Le cautionnement de ce journal est fixé par la loi à 6,000 francs ; pour le fournir, il sera émis pour 6,000 fr. d'actions de la 2<sup>e</sup> série. Nous invitons les amis et adhérents de la Société universelle à souscrire à cette œuvre utile. Il y a des coupons de 5 fr. Aux termes des statuts, les actions de la 2<sup>e</sup> série donnent droit à un intérêt fixe de 5 p. 100 par an.

#### COMITÉ MÉDICAL.

Un comité médical, composé de démocrates socialistes, est saisi d'un projet d'organisation médicale et de la pharmacie, conformément à l'esprit de la Société universelle. — Des consultations seront données aux citoyens dans tous les quartiers de Paris, et les pharmaciens de la Société délivreront les médicaments aux sociétaires à des prix réduits suffisamment pour que les consultations gratuites ne soient pas données en pure perte, comme il arrive journellement à tous les médecins, par la seule raison que les malades pauvres ne peuvent pas se procurer les médicaments.

#### SAISIE.

Nos amis ont appris que, sous prétexte de nous ne savoirs quelle dénonciation, nous avons été saisis comme de véritables conspirateurs ; depuis deux mois, nous sommes privés de nos papiers, qui, cependant sont sans importance pour l'autorité. Nous saisissons cette occasion pour prier M. le juge d'instruction Filion de nous rendre nos registres, illégalement saisis.

La Société universelle est une société commerciale en commandite par actions, légalement constituée, baptisée, timbrée, enregistrée, déposée au tribunal de commerce, publiée comme la loi l'exige, enfin une société légale, et partant inviolable. Toute violence faite à la Société est une atteinte portée à la loi qui régit les sociétés ; tant que justice ne nous sera pas rendue, nous protesterons de toutes nos forces contre le séquestre illégal de nos papiers ; et si on ne fait droit à nos justes réclamations, nous nous adresserons aux tribunaux. Tant qu'un feuillet du Code subsistera, nous ne cesserons de réclamer contre cet acte d'injustice.

Le citoyen Louis Dromard, notre gérant, a été arrêté à son domicile dimanche 22 avril à 5 heures du matin, nous ne savons à quelle supposition nous arrêter ; s'il a été incarcéré parce qu'il est le gérant d'une société en commandite, nous nous en félicitons, le Code commercial est détruit par ceux-là qui ont mission de le défendre.

« Il le fallait ! » disait un grand homme.

#### AVIS AUX AGRICULTEURS.

##### ENGRAIS CHIMIQUE.

Labourage et paturage ne sont les mamelles de l'Etat qu'à la condition de rendre à la terre les sucs qu'elle a perdus par une abondante végétation ; aussi disons-nous :

Sans engrais, pas d'agriculture.

Sans agriculture pas d'abondance.

Sans abondance pas de socialisme.

En dehors de l'engrais normal (des étables) on connaît déjà :

La poudrette de Montfaucon.

Le noir animalisé.

La colombine (guano), etc.

Ces divers engrais ont rendu et rendent tous les jours d'importants services à l'agriculture, mais leur prix, encore trop élevé, en restreint considérablement l'usage.

Le citoyen Jonanin vient de faire faire un pas énorme à la question par la découverte de son engrais chimique : cet engrais, qui a pour base les sels et matières que contiennent les urines humaines et d'une richesse supérieure à tous les engrais connus, sous le rapport de ses richesses en azote ; il a l'avantage de coûter 50 0/0 meilleur marché.

20 hectolitres à 3 fr., ou 60 fr. d'engrais, suffisent pour fumer convenablement un hectare.

Nous avons lieu d'espérer que les agriculteurs comprendront l'avantage de l'engrais chimique, qu'ils voudront en faire l'expérience ; ils devront s'adresser, pour en traiter et avoir les échantillons au bureau de la Société universelle, rue Constantine, n. 17, où l'on délivre le prospectus et où, plus amples renseignements leur seront donnés.

Cet engrais, qui est devenu la propriété de la Société universelle, sera délivré aux adhérents de la Société avec la remise de 10 0/0, énoncée à ses statuts.

#### BAINS.

Bains de vapeur à 15 cent. Le citoyen Saintoya, docteur médecin, vient d'inventer un simple ingénieux appareil (unique dans son genre), moyen duquel on peut, à chaque instant, dans quelques minutes et sans déplacement aucun, préparer un bain de vapeur, dont la température est déterminée par l'ordonnance du médecin ou suivant la délicatesse des personnes. Nous n'avons pas à précéder une découverte aussi importante pour l'hygiène publique, dont tous les médecins s'empresseront de recommander l'usage, et dont le public aura bien reconnu la nécessité.

On trouvera prochainement le prospectus et modèles dans les bureaux et magasins de la Société universelle.

Aussitôt que la Société le pourra, elle étalera une blanchisserie d'après un procédé spécial, qui réduit des trois quarts les prix de blanchissage, temps et la main-d'œuvre, et qui supprime toutement les brosses et autres moyens destructeurs linge, employés par les blanchisseuses dans le portement de la Seine. Cette entreprise occupera grand nombre d'ouvrières et donnera de grands bénéfices.

La Société vient de passer un marché qui permettra de fournir le pain à ses sociétaires avec remise de 10 p. 100 sur le prix, chose qui a été clarée impossible par presque tous les établissements de boulangerie.

#### EXPOSITION RAISONNÉE DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ UNIVERSELLE.

Il va paraître incessamment un travail important, l'Exposition raisonnée des statuts de la Société universelle, où chacun des articles de la société sera commenté et expliqué au point de vue du droit et du socialisme.

Des avis ultérieurs feront connaître cette publication indispensable.

Le *Catéchisme socialiste*, petit volume d'utilité générale, où toutes les questions sociales traitées, par demandes et par réponse d'une manière très-élémentaire.

#### AVIS AU COMMERCE DE DÉTAIL.

On a une proposition avantageuse à faire aux commerçants en détail, particulièrement à ceux qui tiennent les objets de nourriture, combustibles et vêtements. — S'adresser depuis 9 heures du soir, jusqu'à 5 heures du soir, rue de Constantin, 17, au citoyen Soret.

Le fondateur délégué, SANNIER.

Imp. d'ÉDOUARD BASTACHE, rue de la Harpe,